



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME
CAMPAGNE FINANCIERE 2013
Association de Financement - NPA souscription -
 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil -
 Agrément de la CHCCTP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

1 MILLION D'€

POUR

LE NPA

npa2009.org/souscription

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT, LES TRAVAILLEURS DOIVENT PRENDRE LA TETE DE LA REVOLTE SOCIALE

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault a abaissé à un niveau historiquement bas sa cote de popularité. Agriculteurs, camionneurs, propriétaires de centres équestres, sages-femmes, enseignants, parents d'élèves, jeunes, manifestent, occupent la rue. Les salariés des entreprises où se multiplient plans de licenciements et fermetures se battent pied à pied. Alcatel, Fagor-Brandt, La Redoute, Goodyear, Marine Harvest, Gad prolongent la longue liste de ces entreprises où patrons et actionnaires à la recherche du profit maximum, de la course aux dividendes sacrifient l'emploi de dizaines de milliers de salariéEs.

Tout pour les patrons et les banques

Fidèle à la politique qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement est plus sensible aux revendications des patrons auxquels il a déjà concédé le crédit d'impôt de 20 milliards et la loi antisociale sur la compétitivité. Fidèle à sa politique, le gouvernement préfère s'attaquer aux immigréEs, aux Roms, qu'aux fraudeurs fiscaux, c'est-à-dire les entreprises et les banques qui volent littéralement au moins 50 milliards d'euros par an. Soit, à peu près l'équivalent du déficit public qui sert constamment de prétexte aux politiques d'austérité.

C'est d'ailleurs pour tenter de rattraper quelques points de popularité que le Premier ministre vient d'annoncer une remise à plat de la fiscalité. Aujourd'hui, les ménages paient environ 2/3 du total des impôts (plus de 80% des impôts sur le revenu et la fortune), les sociétés non financières un quart et les banques et assurances à peine 4%. Le taux de l'impôt sur les sociétés qui était encore de 50% en 1985 est aujourd'hui de 33% en principe. En fait, il est de 28% pour les très petites entreprises, de 22% pour les PME... et de 8% pour les sociétés du CAC40 (sans parler de l'entreprise Total qui était à 0% en 2011).

Unifier les mobilisations

La mobilisation du patronat et de la droite sur le ras-le-bol fiscal risque de fournir le prétexte pour le gouvernement pour se coucher une fois de plus devant les plus riches. De même l'extrême-droite va s'engouffrer dans la brèche. Déjà la hausse de la TVA, le plus injuste des impôts, est confirmée au 1er janvier pendant que la réforme de la fiscalité est prévue pour... 2015.

Mais cette annonce est aussi une tentative de diversion du gouvernement pour faire oublier la véritable cause de la misère sociale: les plans de licenciements, les fermetures d'entreprises, le chômage. Les travailleurs doivent prendre la tête de cette bataille décisive. Pour cela il faut s'appuyer sur celles et ceux qui luttent boîte par boîte, dans leur région pour regrouper les initiatives, dépasser les divisions sans craindre de construire une opposition à ce gouvernement sur le terrain social et politiques. Il faut aller vers une mobilisation nationale contre tous les licenciements, contre les fermetures de sites, contre les suppressions de sites, pour la réduction du temps de travail.

19 novembre 2013

25 NOVEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.

Malheureusement cette journée est toujours d'actualité. En France, une femme sur dix est victime de violences, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon ou ex-compagnon. Les viols sont estimés à 75 000 par an, soit une femme violée toutes les sept minutes!

Lutter vraiment contre les violences sexistes.

Il ne suffit pas de se lamenter une fois par an ou de s'indigner quand l'un de ces crimes fait la une de l'actualité, il faut une politique cohérente et résolue. Avec les associations féministes, le NPA exige une véritable loi-cadre contre les violences faites aux femmes et les moyens nécessaires à sa mise en place: des formations spécifiques pour les personnels de police, justice et santé pour l'accueil des femmes victimes de violences, la protection effective des femmes qui portent plainte, notamment par l'éloignement forcé de l'agresseur...

Les politiques d'austérité mettent les femmes en danger.

Les femmes victimes de viols ou de violences ont besoin de lieux d'accueil. Rappelons que pour les femmes et pour les enfants, le lieu le plus dangereux, celui où s'exercent la majorité des violences sexuelles, est le foyer. Les victimes de ces violences conjugales ou familiales ont besoin de lieu où vivre, se reconstruire, trouver écoute et réconfort. Pour cela il faut des moyens, des logements, des centres d'accueil. En contradiction avec les beaux discours du gouvernement, les coupes budgétaires entraînent la suppression du financement de nombreuses associations d'aides aux victimes et la fermeture de nombreux centres d'hébergement d'urgence pour femmes à la rue ou battues, augmentant le nombre de femmes se retrouvant sans solution, condamnées parfois à retourner vivre avec leur agresseur.

Combattre le sexisme, imposer l'égalité réelle.

Aux violences extrêmes et mesurables s'ajoutent les violences quotidiennes.

Au travail, la précarité et le chômage renforcent les pouvoirs des patrons et fragilisent les salariés, en premier lieu les femmes qui restent les plus précaires et les plus mal payées. Ces conditions favorisent les discriminations, pressions, chantage à l'emploi, harcèlement allant jusqu'aux agressions sexuelles. Dénoncer ces comportements, manifester sa solidarité c'est non seulement aider une collègue, c'est aussi refuser collectivement la loi du plus fort.

Dans l'espace public les comportements machistes, méprisants ou agressifs sont fréquents. Les femmes sont souvent désignées comme responsables elles-mêmes des violences dont elles sont les victimes, accusées de se trouver au mauvais endroit, au mauvais moment, dans la mauvaise tenue. Comme si l'espace public, la rue n'était pas vraiment un endroit pour elles, elles ne doivent y être ni trop tôt, ni trop tard, habillées pas trop court mais pas voilées non plus!

Contre ces agressions, conquérir l'égalité est un combat collectif de tous et toutes.